

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 05/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CARREFOUR SUPPLY CHAIN

ZAC Le Cormier V
49300 CHOLET

Références : 2022-509_INSP_CARREFOUR SUPPLY CHAIN -Cholet_RAP
Code AIOT : 0006307713

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2022 dans l'établissement CARREFOUR SUPPLY CHAIN implanté ZAC Le Cormier V 49300 CHOLET. L'inspection a été annoncée le 01/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a procédé à une visite du site de Cholet le 8 septembre 2022. Lors de cette visite, il a été vérifié le respect des nouvelles dispositions "post-Lubrizol" applicables de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié applicables aux entrepôts couverts qui portent sur l'état des stocks. Par ailleurs, il a également été vérifié les actions correctives prises suite à l'incident du 14 août 2021 (fuite d'ammoniaque liquide) et l'application de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 juillet 2015 (bruit, rejets d'eaux pluviales, foudre, installations électriques, etc.).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARREFOUR SUPPLY CHAIN
- ZAC Le Cormier V 49300 CHOLET
- Code AIOT : 0006307713
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société CARREFOUR SUPPLY CHAIN exploite sur la commune de Cholet une plate-forme logistique de 57 871 m² située ZAC du Cormier V, à Cholet, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2015 n°313 du 22 juillet 2015.

Les matières stockées sont en grande majorité des produits de grande consommation et divers combustibles. Sont également stockés dans certaines cellules des matières dangereuses.

Le bâtiment d'entrepôt est compartimenté en 10 cellules :

- _ les cellules C1 à C6, C8 et C9 ont une surface unitaire d'environ 6 000 m² et les deux cellules C7A et C7B, une surface unitaire d'environ 3 000 m².
- _ les produits d'alcools de bouche d'origine agricole sont stockés dans les cellules C1 et C2,
- _ les cellules C7A et C7B destinées au stockage de produits inflammables (solides et liquides).
- _ la cellule C8 équipée d'une zone grillagée dédiée (représentant la moitié de la superficie) dans laquelle sont stockés des aérosols. Le reste de la cellule abrite un stockage de matières combustibles courants.

Le site répond à la « règle de dépassement direct du seuil bas SEVESO » de la rubrique 4320 "aérosols extrêmement inflammables" (seuil à 150 t).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dispositions "post-Lubrizol" applicables de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié applicables aux entrepôts couverts qui portent sur l'état des stocks,
- dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 juillet 2015 (bruit, rejets d'eaux pluviales, foudre, installations électriques, etc.),
- incident du 14 août 2021 (fuite d'ammoniaque liquide).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 1.4 Annexe II	/	Sans objet
3	Bénéfice des droits acquis	Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.513-1 point I (décret N°2015 - 1614 du 9/12/2015)	/	Sans objet
4	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 6.2.3	/	Sans objet
5	Confinement des eau d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 7.6.4	/	Sans objet
6	Contrôle des moyens de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 7.4.13.3	/	Sans objet
7	Zonage ATEX	Arrêté Ministériel du 22/07/2015, article 7.4.12	/	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 7.4.11	/	Sans objet
10	Propreté des installations - stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 2.2	/	Sans objet
12	Gestion des produits dangereux en alerte retrait	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 7.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 8 annexe II	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 7.2.1	/	Sans objet
9	Stockage de matières combustibles en extérieur	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 8.6	/	Sans objet
11	Rejets des eaux pluviales et surveillance	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, articles 4.3.2.3 et 4.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a conduit aux constats d'écarts par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 juillet 2015 applicables à la plate-forme logistique exploitée par la société CARREFOUR SUPPLY CHAIN et l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 1.4 Annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 8 septembre 2022, l'exploitant a présenté sa démarche engagée par le groupe CARREFOUR au niveau national pour répondre aux exigences réglementaires post-Lubrizol. Dans cette démarche, le groupe CARREFOUR est accompagné par l'organisme BUREAU VERITAS.</p> <p>L'exploitant prévoit d'améliorer l'interface de l'outil informatique existant qui sert à visualiser l'état des stocks. La nouvelle interface permettra d'extraire un état des stocks des matières dangereuses par mention de dangers ou rubrique de classement 4XXX, ainsi qu'un état précis des matières combustibles et de distinguer les liquides et solides liquéfiables combustibles, les déchets, etc. Ces modifications ont été présentées le jour de la visite d'inspection.</p>

L'état sous format synthétique pour fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de l'entrepôt pour les besoins d'information de la population n'est pas encore disponible. Une réflexion sur le type d'informations est menée par le groupe CARREFOUR en lien avec les préfectures.

A ce stade, il est noté que le nouvel outil informatique est en cours de finalisation et sera opérationnel à la fin de l'année sur le site de CHOLET.

=> L'inspection des installations prend note des engagements pris par l'exploitant pour se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Elle demande à l'exploitant de tenir informer l'inspection de l'état d'avancement des actions de mise en conformité.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'établissement, en particulier, les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte. L'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature des dangers, état physique, quantité, emplacement) est constamment tenu à jour, auquel est annexé un plan général des stockages. La répartition suivant le classement des rubriques du Code de l'Environnement doit être disponible à la demande de l'inspection des installations classées. L'exploitant prend les dispositions organisationnelles (outil de gestion avec message d'alerte avant réception par exemple) nécessaires pour s'assurer, à tout moment, que les volumes stockés ne dépassent pas les capacités fixées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 juillet 2015.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 8 septembre 2022, il a été procédé à un contrôle par sondage sur 5 palettes de produits différents. Lors de ce contrôle, l'inspection a constaté que l'exploitant dispose bien des FDS des produits stockés. Les informations relatives au classement ICPE, aux mentions de dangers, à la nature des dangers et l'état physique, à la quantité stockée et à la localisation sont bien présentées dans l'outil de gestion des stocks. A titre d'exemple, il a été noté lors de la consultation de l'état des stocks que le produit aérosol "BAYGON contre cafards et fourmis", les mentions de dangers sont notamment H222 (aérosol extrêmement inflammable) et H410 (très toxique pour les organismes aquatiques). Toutefois, il est classé sous la rubrique de classement ICPE 4510 conformément aux règles de classement (rubrique de classement plus pénalisante que la rubrique 4320 par rapport aux seuils haut et bas -cf. guide technique INERIS de 2020 "Application de la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement). Par ailleurs, il a été constaté que ce produit est bien entreposé dans la cellule dédiée au stockage des aérosols et à une hauteur inférieure à 5 m conformément à l'article 8.2 de l'AP du 22 juillet 2015. L'exploitant dispose d'un système informatisé assurant la gestion des produits dans les cellules en fonction de leur dangerosité. Une visualisation en temps réel des marchandises stockées et de leur position dans le stock est assurée. De même, un contrôle des quantités stockées (et donc la vérification des règles de dépassement direct de seuil et de cumul) est réalisé automatiquement grâce à ce logiciel de gestion des stocks de l'entrepôt. Si le seuil est atteint pour une rubrique ICPE donnée et afin de ne pas dépasser ce seuil, le système doit déclencher un message d'alerte, bloquer la réception de nouveaux produits et interdire leur entrée en stock. L'exploitant a présenté un état des stocks à jour. Selon l'état des stocks consulté et remis au jour de la visite, les quantités présentes étaient inférieures aux quantités autorisées pour les rubriques suivantes : 1510, 1530, 1532, 1630, 2662, 4320, 4321, 4331, 4440, 4441, 4442, 4510, 4511, 4734, 4741, 4755.

Observations : Il est noté des erreurs de saisies sur le régime de classement autorisé de certains produits et les seuils autorisés par l'AP du 22 juillet 2015. A titre d'exemple, la soude caustique est classée au titre de la rubrique 1630 sous le régime de l'autorisation alors que l'exploitant n'est pas autorisé à dépasser les seuils de classement sous cette rubrique. Le même constat est fait pour la rubrique 4718 (gaz inflammable). De plus le seuil de 6 t pour la rubrique 4718 ne correspond pas au seuil de l'autorisation mais de la déclaration.

=>Il convient que l'exploitant prenne les mesures correctives pour y remédier.

L'exploitant a présenté un état des matières dangereuses avec le calcul des ratios seuils haut et bas (règles de dépassement direct). Cet état présente des anomalies. Le ratio seuil bas est 0 pour chaque rubrique de classement alors que celui-ci ne peut pas être nul notamment pour les aérosols inflammables (rubrique 4320).

=>Il convient que l'exploitant prenne les mesures correctives pour y remédier.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bénéfice des droits acquis

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.513-1 point I (décret N°2015 -1614 du 9/12/2015)
Thème(s) : Situation administrative, Droits acquis
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes : 1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du « déclarant » ; 2° L'emplacement de l'installation ; 3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée. <u>article L.513-1 alinéa 1</u> : les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant « l'entrée en vigueur » du décret. Constats : Le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées est entré en vigueur au 1er janvier 2021. Ce décret n°2020-1169 a modifié le libellé de la rubrique 1510 et celui des rubriques 1511, 1530, 1532, 2662, et 2663 afin que toutes les installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de tout type de matières ou produits combustibles soient classées au titre de la rubrique 1510, hormis quelques exceptions prévues dans son libellé. Par ailleurs, le décret a relevé le seuil du régime de l'autorisation au profit de l'enregistrement. Par courrier en date du 14 décembre 2021, l'exploitant a procédé à la déclaration d'antériorité au titre de la rubrique 1510. L'entrepôt était jusqu'au 31/12/2020 soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 1510 (volume autorisé 659 218 m ³ par arrêté préfectoral du 22/07/2015). Selon les informations données par l'exploitant, le classement évolue de la façon suivante : _ rubrique 1510 : volume modifié à 702 277 m ³ mais aucune explication n'est apportée sur cette modification. Le régime de classement est modifié (autorisation bascule enregistrement suite à la modification des seuils de la rubrique 1510), _ les autres stockages de matières combustibles visées ou classées précédemment au titre des rubriques 1530, 1532, 2662, 2663-1 et 2663-2 sont désormais classés au titre de la rubrique 1510. _le stockage de matières combustibles classées au titre de la rubrique 1532 reste classé au titre de la même rubrique mais il n'est pas précisé quel est le stockage de bois concerné par cette rubrique (stockage extérieur de palettes ? volume ?). => Suite à l'entrée en vigueur au 01/01/2021 du décret n° 2020-1169 du 24/09/2020 modifiant les rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663, il est nécessaire de confirmer le classement des installations : _ sous la rubrique 1532 en précisant la nature et le volume des produits stockés, leur localisation. _ sous la rubrique 1510 en précisant le périmètre de l'installation pourvue d'une toiture dédiée au stockage de matières combustibles (IPD). Le classement et le volume de l'IPD devra être justifié au regard du guide « Entrepôts- application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 - Entrepôts de matières combustibles version du 24 septembre 2021 (https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/102942/0). Il convient que l'exploitant fournisse les tonnages de matières combustibles présentes dans la ou les installations pourvues d'une toiture dédiées au stockage de matières combustibles (IPD) ou groupe d'IPD en joignant un plan, avec échelle, de localisation des stockages de matières combustibles et en spécifiant ces matières combustibles stockées (volume, tonnage et type notamment 1530, 1532, 2662, 2663, etc. au sens de la nomenclature ICPE).

<p>Observations : Selon le guide entrepôt (version 2021), les installations existantes 1510 avec un régime modifié dont la demande d'autorisation a été présentée entre le 17 avril 2010 et le 1er juillet 2017, les dispositions applicables sont celles de l'annexe IV point II en vigueur au 31 décembre 2020, l'annexe VII point 1 et l'annexe VIII. C'est le cas l'entrepôt de la société CARREFOUR SUPPLY CHAIN qui a été autorisé par AP du 22/07/2015.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois à partir de la date de la mise en service de l'installation, l'exploitant fera réaliser à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Ces mesures sont renouvelées à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et au minimum tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié. Elles seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans le cas où les mesures des niveaux sonores font apparaître le non respect des niveaux sonores qui précèdent, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réception des résultats et transmet les résultats accompagnés d'un plan d'action présentant des dispositions complémentaires à réaliser en vue de satisfaire aux exigences des valeurs et émergences limites de bruit, ainsi qu'aux conditions d'apparition de bruit à tonalité marquée.</p> <p>Les éventuelles dispositions complémentaires doivent hiérarchiser les origines de bruit, présenter les possibilités de traitement acoustique du bruit.</p> <p>Dans la mesure où des dispositions complémentaires devraient être mises en œuvre en vue de satisfaire aux exigences des articles 6.2.1 et 6.2.2 du présent arrêté, une nouvelle mesure des émissions acoustiques devra être effectuée à l'issue des travaux et un rapport de mesurage sera transmis dans les meilleurs délais au préfet accompagné des commentaires de l'exploitant.</p> <p>Constats : L'exploitant a fait procéder par la société BUREAU VERITAS à une campagne de mesure de bruit le 30 juillet 2020. Le rapport fait état de niveaux sonores conformes en limite de propriété du site puisqu'ils sont inférieurs aux niveaux sonores admissibles en période diurne et nocturne (70 dB(A) et 60 dB(A)). Par contre, les émissions sonores de l'établissement engendrent des émergences supérieures aux valeurs admissibles dans les zones à émergence réglementée :</p> <p>_Point 1 (limite de propriété Nord) en période diurne , avec 10,5 dB(A) (seuil à 5 dB(A)) et en période nocturne, avec 8 dB(A) (seuil à 3 dB(A)).</p> <p>_Point 3 (limite de propriété Sud) en période nocturne, avec 5 dB(A) (seuil à 4 dB(A)).</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis les résultats à l'inspection des installations classées accompagnés d'un plan d'actions en vue de respecter les valeurs et émergences limites de bruit. Lors de la visite d'inspection du 8 septembre 2022, il a été noté que l'exploitant n'a pris aucune mesure corrective pour se mettre en conformité.</p> <p>Par ailleurs, il apparaît que les mesures de bruit n'ont pas été réalisées dans les ZER au lieu-dit les Chaltières (au Nord du site), au lieu-dit la Rivière (au Sud du site) et au lieu-dit « L'Augeardière » (à l'Ouest du site) mais en limite de propriété. Par conséquent, ces mesures ne sont pas représentatives du niveau sonore dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>De plus, la mesure de bruit résiduel a été évaluée à partir des mesures du point 2 en limite de propriété Sud de l'entrepôt et pendant la période de fonctionnement (24 h/ 24h). Or, selon la définition du bruit résiduel, il s'agit de l'ensemble des bruits habituels en l'absence du bruit de l'entreprise. Il a été rappelé que pour les sites fonctionnant en continu, les mesures de bruit résiduel peuvent être planifiées au cours des périodes d'arrêt annuel par exemple.</p>

<p>=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à une campagne de mesure de bruit selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Les résultats de cette campagne devront être transmis à l'inspection avec les préconisations du bureau d'étude en cas de dépassements des valeurs limites réglementaires de bruit et un plan d'actions et les délais de mise en œuvre.</p>
<p>Observations : La technique du point masqué (mesure dans une zone présentant les mêmes caractéristiques de bruit de fond mais n'étant pas impactée par le bruit généré par le site) peut être réalisé sur justification.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les dispositifs internes de confinement sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Un bassin de confinement est aménagé et équipé de façon à pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement. L'exploitant est tenu de s'assurer que la capacité totale de confinement du site est au moins égal à 1930 m³.</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour que cette capacité soit conservée disponible même en cas d'intempéries. Les vannes de sectionnement, implantées sur le réseau de collecte des eaux pluviales et nécessaires à la mise en service de ce confinement, sont à fermeture manuelle et automatique asservie à l'installation d'extinction automatique. Ces dispositifs sont à sécurité positive. Ils sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident, les lixiviats et les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées sont rejetés dans les conditions conformes à l'article 4.3.2.3. ou éliminés comme déchets suivant les dispositions de l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015.</p> <p>Constats : Un bassin de confinement, équipé d'une géomembrane, est disponible sur le site. Lors de la visite d'inspection du 8 septembre 2022, il a été procédé un test de fermeture automatique, par déclenchement du groupe sprinkler, des deux vannes martellières situées sur le réseaux de collecte des eaux pluviales. Le test a été concluant.</p> <p>Lors du contrôle visuel, il a été constaté le bon état du bassin étanche.</p> <p>L'exploitant a présenté son registre informatique de suivi des vérifications réalisées. Il est noté que ce dernier réalise un test de fermeture manuelle des vannes martellières tous les mois et un test des asservissements tous les trimestres et un entretien annuel.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du volume utile du bassin de confinement. Toutefois, il s'est engagé à mandater un géomètre pour réaliser des mesures pour s'assurer que le bassin de confinement dispose bien du volume utile nécessaire.</p> <p>=>L'inspection demande à l'exploitant de fournir les justificatifs du bon dimensionnement du bassin de confinement.</p> <p>La procédure de fonctionnement des dispositifs de confinement sont bien établies et sont affichées au niveau des 2 vannes martellières. Toutefois, l'affichage est devenu illisible.</p> <p>=>L'inspection demande à l'exploitant de prendre les mesures correctives nécessaires pour y remédier.</p>

Observations : Le calcul D9A fourni dans le dossier d'autorisation initiale prend en compte une surface de drainage égale à une surface imperméabilisée (voirie + surface étanchée de la plus grande cellule). Or, en application du document technique D9A du CNPP pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction incendie, la surface de drainage à prendre en compte est la surface imperméabilisée (voirie + parking +entrepôt bâti) susceptible de drainer les eaux de pluie vers la rétention.

Au regard du plan de collecte des eaux pluviales, il apparaît que les eaux pluviales de toiture des bâtiments ne seront pas confinées et continueront d'être collectées par les bassins non étanches du site. Or, aucune garantie n'est apportée sur l'absence d'évacuation des eaux d'extinction incendie vers le réseau de collecte des eaux pluviales de toiture. Il convient de revoir le mode de gestion des eaux pluviales de toiture en cas d'incendie et les calculs de dimensionnement du bassin de confinement afin de s'assurer que les moyens proposés sont adaptés aux besoins.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôle des moyens de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 74.13.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Par la suite, les dispositifs de protection contre la foudre font l'objet de vérifications visuelles annuelles et complètes tous les 2 ans par un organisme compétent.</p> <p>Tous ces contrôles sont décrits dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisés conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Les agressions de la foudre sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une des vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>L'exploitant dispose de l'ARF, de l'étude technique, de la notice de vérification et de maintenance, du carnet de bord et des rapports de vérifications.</p> <p>Constats : L'analyse du risque foudre a été remise à jour le 30/10/2015 par la société Foudre Consult certifiée qualifoudre suite à la modification des installations (local emballage). Selon les résultats de l'analyse du risque foudre, une protection de niveau III est requise contre les effets indirects et directs de la foudre.</p> <p>L'étude technique foudre a été réalisée le 30/10/2015 par la société Foudre Consult. Elle préconise la mise en place des dispositifs suivants de protection contre la foudre :</p> <ul style="list-style-type: none"> _10 PDA avec descentes et prises de terre, _des panneaux d'avertissement à proximité des descentes, _des parafoires de type I pour le TGBT, type II pour les armoires divisionnaires générales de chaque cellule ainsi que pour les équipements importants pour la sécurité (alarme détection incendie, local sprinklage, extraction des locaux charge) et les équipements sensibles pour les organes de sécurité ou de fonctionnement du site (alarme intrusion, poste de garde, télésurveillance, informatique des bureaux). <p>Il a été noté que les dispositifs de protection contre la foudre ont été installés par la société Franklin (cf. attestation de la conformité de la protection foudre à la norme NF EN 62-561-1 et 2 du 12/04/2016).</p> <p>En réponse aux remarques de l'inspection des installations classées formulées lors de la visite d'inspection de 2017, l'exploitant a transmis les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> _le rapport de vérification complète initiale du 7/06/2016 établi par la société Qualiconsult Exploitation. Il fait état de 15 non-conformités. _attestation de levée des réserves établie par l'installateur Franklin France en date du 12/07/2016. <p>Toutefois, il est noté que, sur les 15 réserves, seules 9 ont été levées.</p> <p>Par ailleurs, il a été noté que l'étude technique foudre a été mise à jour le 1/02/2017 par la société Foudre Consult. Les conclusions de l'étude technique foudre de 2017 apparaissent identiques à celles de 2015.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 8 septembre 2022, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du traitement de l'ensemble des non-conformités relevées lors de la vérification initiale complète.</p> <p>=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir les justificatifs attestant de la mise en conformité des installations de protection contre la foudre.</p>

<p>Il a été constaté que l'exploitant procède bien aux vérifications périodiques (vérification visuelle et complète). L'exploitant a présenté les rapports de vérifications périodiques suivants :</p> <p>_rapport de vérification complète établi par la société Bureau Veritas le 12/06/2020 qui conclut à la conformité des installations (absence d'écart),</p> <p>_rapport de vérification visuelle établi par la société DEKRA le 12/02/2021 qui fait état de 7 écarts. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du traitement de l'ensemble des écarts signalés lors de la dernière vérification de 2021.</p> <p>=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de prendre les mesures correctives pour y remédier et fournir les justificatifs attestant de la mise en conformité des installations.</p> <p>L'exploitant procède à des relevés mensuels des compteurs coups de foudre. L'examen des derniers relevés a montré les écarts suivants :</p> <p>_aucune vérification des installations de protection foudre suite à l'enregistrement d'un impact foudre (cas du compteur coup de foudre n°8 qui est passé de 8 à 9 impacts en mai 2022).</p> <p>_ le relevé mensuel ne trace pas systématiquement le nombre d'impacts indiqué par chaque compteur ce qui ne permet pas de savoir s'il y a eu un enregistrement d'un impact depuis le dernier contrôle visuel.</p> <p>=> L'inspection demande à l'exploitant de prendre les mesures correctives pour y remédier et prend note qu'une vérification des installations de protection contre la foudre sera réalisé le 20 septembre afin de s'assurer du bon état des installations. Le rapport de contrôle devra être transmis à l'inspection.</p> <p>Observations : En comparant le relevé des compteurs effectué en 2020 par Bureau Veritas et le relevé des compteurs effectué en 2022 par l'exploitant, il est noté l'enregistrement de nombreux impacts par les compteurs suivants :</p> <p>_compteur n° 2 passe de 1 à 3</p> <p>_compteur n°3 passe de 4 à 9</p> <p>_compteur n°5 passe de 1 à 3</p> <p>_compteur n°6 passe de 1 à 3</p> <p>_compteur n°7 passe de 1 à 2</p> <p>_compteur n°8 passe de 3 à 9</p> <p>_compteur n°9 passe de 1 à 4</p> <p>_compteur n°10 passe de 1 à 3</p> <p>Il apparaît qu'aucun de ces impacts enregistrés n'a donné lieu à une vérification par un organisme compétent pour s'assurer du bon état des installations de protection. De plus, la vérification périodique visuelle réalisée par DEKRA en 2021 ne fait pas état de ces incrémentations.</p> <p>=>Il convient que l'exploitant améliore le suivi des installations.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/07/2015, article 7.4.12
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie et explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosibles soit de façon permanente ou semi-permanente soit de manière épisodique (faible fréquence et courte durée), les installations électriques sont réduites aux stricts besoins nécessaires et conformes à la réglementation en vigueur.</p> <p>Les canalisations électriques seront convenablement protégées contre toutes agressions.</p> <p>Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.</p> <p>Constats : Les zones à risque d'explosion (ou zones ATEX) ont été identifiées. Les zones de l'établissement concernées par ce risque sont le local de charge camion, le local de charge engins de manutention, la chaufferie, le local sprinkler, la rétention déportée associée à la cellule de stockage de liquides inflammables, les séparateurs d'hydrocarbures (cf. rapport ATEX établi le 20 avril 2016 par GSE).</p> <p>=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier que les mesures spécifiques préconisées par GSE ont bien été mises en place.</p> <p>L'organisme de contrôle DEKRA fait état dans son compte rendu du 11 octobre 2021 de l'inadéquation de matériels électriques dans les zones ATEX : cas du groupe motopompes diesel du sprinklage. L'organisme DEKRA demande de mettre en œuvre un matériel de catégorie minimum II.2G.Gb ou reconsidérer le plan de zonage avec le remplacement des batteries par un modèle étanche pour les locaux à faible ventilation). Ce point de non-conformité déjà signalé par l'organisme de contrôle n'a pas été traité.</p> <p>=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de prendre les mesures correctives nécessaires pour y remédier.</p> <p>Le plan des zones ATEX est intégré au plan d'opération interne. Toutefois, toutes les zones ATEX identifiées par le rapport GSE n'y sont pas reportées. Il manque notamment le local sprinkler, la rétention déportée associée à la cellule de stockage de liquides inflammables, les séparateurs d'hydrocarbures.</p> <p>=> L'inspection demande à l'exploitant de compléter le plan des zones ATEX.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 8 septembre 2022, l'inspection n'a pas vérifié si les zones sont bien identifiées sur site et si les consignes "informations zones ATEX" sont affichées à l'entrée de ces zones.</p> <p>=> Ce point sera vérifié lors d'une prochaine visite d'inspection. Il convient que l'exploitant s'assure de la matérialisation de ces zones ATEX.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 7.4.11
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.</p> <p>Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 8 septembre 2022, il a été constaté que les installations électriques ont fait l'objet d'une vérification le 11/10/2021 par l'organisme DEKRA. Le rapport de contrôle fait état d'une non-conformité.</p> <p>Les armoires de commande des groupes motopompes de local sprinkler ne sont pas adaptées à la zone à risques d'explosion dans laquelle elle sont installées (cf. précédent point de contrôle "zones ATEX"). Il a été noté que cette non-conformité n'a pas été levée par l'exploitant.</p> <p>=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir les justificatifs du traitement de la non-conformité.</p> <p>Un contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge est également réalisé annuellement. Le dernier rapport d'intervention établi par la société dB vib consulting en date du 17 mai 2022 fait état de l'absence d'anomalies.</p>
<p>Observations : L'inspection des installations classées s'interroge sur les conclusion du certificat Q18 délivré le 11/10/2022. En effet, ce dernier conclut que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion alors qu'il a été relevé une inadéquation des matériels électriques dans une zone ATEX.</p> <p>De plus, il est indiqué que la vérification est complète alors que la vérification des dispositifs différentiels à courant résiduel n'a pas été réalisée compte tenu que la coupure générale n'a pas été autorisée.</p> <p>=> Il convient que l'exploitant fasse le point avec l'organisme de contrôle et prenne les mesures correctives si besoin.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Stockage de matières combustibles en extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 8.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les palettes sont entreposées sur une aire réservée à cet effet d'une surface au plus égale à 1000 m². Elle est isolée d'une distance au moins égale à 15 mètres des bâtiments et des limites de propriété. Toute autre disposition équivalente peut être admise sur justification de l'exploitant. Les distances d'éloignement sont mesurées horizontalement à partir des parois extérieures des stockages. Les limites de stockage définies ci-dessus sont clairement signalisées et matérialisées. L'exploitant prend les mesures utiles pour que ces distances d'isollements soient conservées pendant l'exploitation des installations.</p> <p>Les palettes sont entreposées en îlots limités selon les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • surface maximale d'îlots au sol : 250 m² • hauteur maximale de stockage : 5 m • espace entre îlots : 2 m. <p>Une voie engin est maintenue dégagée sur le périmètre de l'aire de stockage des palettes. Elle permet l'accès des véhicules d'intervention et de secours.</p>
<p>Constats : Suite aux écarts relevés lors de la visite d'inspection de 2020, l'exploitant a indiqué avoir pris les mesures correctives suivantes : suppression du plateau qui était à moins de 15 m et aménagement de la dalle de stockage des palettes vides.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 8 septembre 2022, il a été constaté que les stockages de palettes à recycler et de palettes vides sont éloignés d'une distance de 15 m par rapport aux bâtiments et respectent les règles d'entreposage (hauteur max, allées de circulation, surface max des îlots).</p>
Observations : Il convient que l'exploitant veille au respect des règles d'entreposage des matières combustibles en extérieur précisées par l'article 8.6 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Propreté des installations -stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations comme les locaux sont maintenus propres et entretenus en permanence. Les surfaces où cela est possible sont engazonnées et des écrans végétaux sont plantés. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'une attention particulière. Les dispositions nécessaires sont prises pour prévenir les envols de poussières et la dispersion de matières diverses dans l'environnement (papiers, boues, déchets...), notamment sur les voies publiques et dans les zones d'habitations environnantes.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 8 septembre 2022, il a été constaté que les installations aux abords des zones de stockage des déchets ne sont pas maintenues propres. Des traces d'écoulements sur les sols ont été constatés. Elles laissent à penser que les bacs de rétentions sont fuyards. Ces problèmes de propreté dans la zone de stockage de déchets ont été signalés à plusieurs reprises par l'inspection. => L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir un plan d'actions visant à maintenir en état de propreté les installations (par exemple, consignes, nettoyage, contrôle interne régulier, sensibilisation du personnel, etc.), accompagné d'un échéancier de réalisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Rejets des eaux pluviales et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, articles 4.3.2.3 et 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets acqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 4.3.2.3 - AP 22/07/2015 L'exploitant s'assure de la compatibilité des rejets d'eaux pluviales avec les capacités d'évacuation du réseau pluvial récepteur ainsi que des prescriptions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). Au besoin, le débit du rejet est régulé et limité. Les eaux pluviales non polluées (toitures...) peuvent être rejetées directement vers deux bassins d'orage, avant rejet dans les rus existants la zone d'activités du Cormier V : les bassins versants Ouest et Est, respectivement de capacités minimales de 1768 m³ et de 2632 m³. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées notamment, par ruissellement sur les voies de circulation, les aires de stationnement, de chargement et de déchargement, les aires de stockage et toute autre surface imperméable sensible (plate-forme de stockage de déchets,...), sont traitées en amont de ces deux bassins d'orage par un séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné ou tout autre dispositif équivalent. Ces ouvrages de traitement sont régulièrement entretenus conformément aux recommandations de leur constructeur. Leur bon fonctionnement fait l'objet de vérifications au moins annuelles. Les résidus de ces traitements sont éliminés en tant que déchets. Les rejets d'eaux pluviales respectent les valeurs limites définies ci-dessous. MES : 30 mg/L, DCO : 100 mg/L, HCT : 5 mg/L</p> <p>Article 4.5 - AP 22/07/2015 L'exploitant s'assure du respect des dispositions de l'article 4.3.2.3 du présent arrêté en réalisant des analyses selon une fréquence qu'il a définie en fonction des installations. Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 8 septembre 2022, l'exploitant indique procéder à une analyse de rejets des eaux pluviales en sortie des deux séparateurs selon une fréquence qu'il a défini (tous les deux ans). L'exploitant a présenté les résultats de mesures de la campagne de novembre 2020 et de juin 2022 qui sont conformes. L'exploitant a présenté le bon d'intervention de la SARP Ouest en date du 13 décembre 2021 attestant de l'entretien réalisé sur les séparateurs d'hydrocarbures (écrémage et test flotteurs), ainsi que les bordereaux de suivi de déchets dangereux. Le prochain entretien est prévu fin d'année 2022 (fréquence annuelle).</p> <p>Observations : Les valeurs limites prises en référence par la société DEKRA pour les comparer aux valeurs de rejet mesurées ne correspondent pas aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 juillet 2015. La conclusion sur la conformité des rejets reste néanmoins valable. => Il convient que l'exploitant s'assure auprès de l'organisme de contrôle de la prise en compte des valeurs limites d'émission fixées au site de Cholet.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à mandater un géomètre pour réaliser des mesures pour s'assurer que les bassins de collecte des eaux pluviales disposent bien des capacités minimales fixées à l'article 4.3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/07/2015. => L'inspection demande à l'exploitant de fournir les justificatifs du bon dimensionnement des bassins de collecte des eaux pluviales du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Gestion des produits dangereux en alerte retrait

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de déversement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 71.1- AP 22/07/2015 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p> <p>Pour rappel, l'incident du 14/08/2021 a mis en évidence des lacunes dans la gestion des « produits dangereux en alerte retrait ». En particulier, il avait été noté l'absence de zone dédiée et aménagée pour le stockage des produits dangereux en alerte retrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> _ les produits dangereux en alerte étaient stockés dans la même zone d'isolement que les autres produits en alerte, _ les produits dangereux liquides en alerte n'étaient pas stockés sur rétention, _ les produits dangereux en alerte non compatibles étaient susceptibles d'être stockés ensemble dans la même zone d'isolement, _ les produits dangereux en alerte étaient susceptibles d'être gerbés en dessous ou au-dessus d'autres palettes ou en hauteur dans les racks (aggravation du risque par écrasement des emballages défectueux, risque de contamination des autres palettes en cas de fuite, etc.). <p>Par ailleurs, il avait été noté qu'aucun délai n'était fixé au fournisseur pour la reprise des produits en alerte retrait et cela quel que soit le type d'alerte, la nature du produit et des risques. Aucune évaluation des risques à stocker des produits dangereux avec des emballages défectueux n'avait été faite. Aucune mesure de surveillance spécifique n'avait été mise place par l'exploitant pour détecter et prévenir tout risque d'aggravation de la situation pendant la période de stockage avant une éventuelle reprise. La situation dégradée était susceptible de perdurer dans le temps (1 mois entre la réception de l'alerte et l'incident).</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 8 septembre 2022, il a été vérifié les mesures correctives mises place suite à l'incident du 14/08/2021 pour éviter que cette situation ne se renouvelle pas.</p> <p>Lors de la visite sur site, il a été constaté que les actions correctives proposées en premier lieu ont évolué. Les principales actions correctives mises en œuvre par l'exploitant sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la rédaction d'une procédure relative à la consignation des produits dangereux suite à une alerte retrait produits par le fournisseur. 2. la mise en place de zones spécifiques « retrait produits dangereux » aménagée au besoin avec des bacs de rétention adaptés. Les liquides inflammables en alerte retrait restent dans les cellules dédiées au stockage de liquides inflammables C7 et C7 bis (appelées India et Hotel) et connectées à une rétention déportée. De même, les aérosols en alerte retrait restent dans la cellule dédiée au stockage des aérosols C8 et adaptée au risque de projection des fragments de bombes aérosols (grillage). Les autres produits dangereux liquides (javel, acide, ammoniac) en alerte retrait sont stockés dans une zone située au fond de la cellule C9 (appelée Kilo) et aménagée avec des rétentions individuelles. 3. les produits dangereux seront stockés au sol uniquement. 4. l'exploitant dispose de palbox de 750 L supplémentaires avec housses pour stocker les produits dont les emballages sont détériorés et de kits de protection (EPI) avec masque facial intégral et du matériel absorbant. 5- un affichage est mis en place pour rappeler les règles d'incompatibilité.

La procédure est incomplète puisqu'elle ne mentionne pas le cas des aérosols en alerte retrait. La zone dédiée au stockage des aérosols en alerte retrait n'est pas clairement matérialisée (absence d'affichage).

Lors de la visite d'inspection du 8 septembre 2022, il a été constaté la présence dans la zone d'alerte de la cellule C9 de produits consignés depuis le 26/08 (produits nettoyants désinfectants Mc Bride- en alerte pour bidons déformés). Cette palette de produit est en attente retour fournisseur pour savoir si celui-ci part à la destruction ou est repris par le fournisseur. Aucun délai n'est fixé au fournisseur pour la reprise des produits en alerte retrait et cela quel que soit le type d'alerte, la nature du produit et des risques. La procédure reste assez vague sur ce point. En effet, elle indique la consigne suivante " *la durée de consignation ne doit pas excéder un délai raisonnable, là aussi variable en fonction du motif de la consignation. Un problème qualité sur le contenant (fuite possible) entraînera un délai de consignation beaucoup plus court que si le problème qualité concerne le contenu. Une fois le devenir du produit déterminé, s'il doit être repris par le fournisseur, l'opération devra être réalisée sous quinzaine.*"

Par ailleurs, aucune mesure de surveillance spécifique n'est prévue et définie dans la procédure pour détecter et prévenir tout risque d'aggravation de la situation pendant la période de stockage avant une éventuelle reprise ou destruction. Au regard de ces constats, la situation est susceptible de perdurer dans le temps, voire de se dégrader.

Il a été également noté la présence dans la zone d'alerte de la cellule C8 de produits consignés depuis le 1er mars 2022 (produits inflammables en alerte retrait-produit plus commercialisables). Ces produits sont déterminés pour la destruction depuis mars mais n'ont toujours pas été envoyés à la destruction. Les consignes ne sont donc pas bien appliquées.

En conclusion, les mesures prises n'apparaissent pas suffisantes pour maintenir un niveau de sécurité dans les situations transitoires et dégradées.

=>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de prendre les mesures correctives appropriées en tenant compte des remarques formulées par l'inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 8 annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 8 septembre 2022, il a été constaté la présence d'une zone de picking située dans les racks de stockage de la cellule C6 (appelée Golf). Il a été noté lors du contrôle par sondage la présence de palettes de liquides inflammables en dehors des cellules dédiées au stockage de liquides inflammables. Par ailleurs, des palettes de liquides inflammables et de javel sont stockées dans la même zone sans rétention individuelle. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la compatibilité des produits dangereux stockés.</p> <p>=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'apporter des explications sur la gestion de cette zone de picking et de justifier que cette zone respecte les dispositions réglementaires applicables concernant le stockage des matières dangereuses.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet